



HAL
open science

Mémoire et critique. Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine

Gisele Anahí Amaya Dal Bó

► **To cite this version:**

Gisele Anahí Amaya Dal Bó. Mémoire et critique. Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine. Cahiers du CEDREF, 2022, Genre, violences, mémoires. Perspectives féministes latino-américaines, 25, pp.1859. 10.4000/cedref.1859 . hal-04669601

HAL Id: hal-04669601

<https://hal.science/hal-04669601v1>

Submitted on 8 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Mémoire et critique **Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine**

1.

La dernière dictature en Argentine, qui s'est déroulée de 1976 à 1983, a représenté l'un des exemples les plus sanglants de répression et de crimes d'État dans la région et a signifié aussi, à l'époque, la destruction de l'espace public et des réseaux de solidarité citoyenne, et la mise en place non seulement d'un modèle économique néolibéral, mais aussi de certains cadres pour comprendre ou contraindre la politique. C'est dans ce contexte que la mémoire surgit en Argentine comme une action dans l'espace public. Elle apparaît d'abord en tant que demande des familles et des associations des droits de l'homme qui cherchent les disparus et la reconnaissance des crimes de l'État, puis elle reste présente sous diverses formes : comme une demande dans l'espace public contre l'impunité et pour la justice ; comme témoignage d'anciens détenus disparus, pour collaborer à la recherche de la vérité dans la sphère judiciaire ; comme un récit autobiographique ou comme figure problématique résultante de l'absence des parents qui peuvent transmettre ce qui leur est arrivé, dans les cas des enfants des disparus. Pendant les années des gouvernements de Néstor Kirchner et Cristina Fernández, la mémoire est devenue l'objet de politiques d'État (qui ont fait de la mémoire un objet direct, et non quelque chose de subordonné à d'autres notions), et elle est devenue ouvertement un axe politique lié à la transmission d'une interprétation du passé dans un contexte d'agonisme.

En Argentine, ces phénomènes ont donné lieu à de nombreuses études, notamment dans le domaine des sciences sociales. Ces discours locaux de savoir, qui sont en dialogue avec une sphère plus large des études sur la mémoire — parmi les principales influences figurent les travaux de Maurice Halbwachs, Michael Pollak, Pierre Nora, Paul Ricœur ou Tzvetan Todorov, entre autres — constituent peut-être un miroir de la manière dont les politiques de l'État en matière de mémoire ont été pensées et planifiées. Ils ont également établi une description et parfois une réflexion critique sur la relation entre les mémoires, les associations de victimes, la population civile au sens large et l'État, et ont proposé — autant que les politiques de l'État — un cadre pour l'intellection du phénomène des mémoires pour tenter d'en rendre compte, de l'expliquer, de le circonscrire, de le décrire ; un cadre qui a des effets performatifs et qui est sujet à la critique, qu'elle soit interne ou issue d'autres disciplines.

Dans les interprétations étatiques ou historico-sociologiques des formes d'apparition des mémoires dans l'espace public et des manières de compréhension institutionnelle de celles-ci, nous pouvons observer que, d'une manière ou d'une autre — de l'analyse du témoignage des victimes demandant justice, à celle des politiques de mémoire qui installent explicitement l'agonisme qui est inhérent à l'établissement d'une interprétation du passé officiel — il existe un trait commun qui traverse ces lectures : le fait de considérer la mémoire comme partie intégrante de l'expérience d'une identité — individuelle, des groupes ou collective — et comme capable d'établir un récit cohérent du passé dans lequel la construction identitaire est en jeu¹. C'est ce que nous pouvons observer dans les perspectives d'analyse dérivées des théories de Maurice Halbwachs et de Michael Pollak, principalement,

¹ Et ce que celle-ci implique : l'établissement d'un lieu d'appartenance, d'un rôle ou d'une frontière, trois notions qui d'une certaine forme sont solidaires et qui s'accordent avec une identification propre ou de l'autre à partir de l'attribution de traits, d'une façon plus ou moins accomplie.

et du concept de « cadre social de la mémoire » — un concept qui établit que la mémoire n'a lieu que dans un contexte social, qu'elle est configurée par des cadres sociaux qui façonnent sa forme d'apparition, de telle sorte que la mémoire est toujours, chez Halbwachs, une forme subordonnée au présent, dont elle contribue à la conservation. Et même si chez Pollak la mémoire est aussi lue comme une forme de résistance — donnant ainsi naissance à des luttes de mémoires —, sa conceptualisation au sein du groupe opprimé continue de répondre aux formes de conceptualisation du fonctionnement de la mémoire tracées par Halbwachs.

Cette lecture de la mémoire à partir de la notion d'identité répond au fait que, en effet, la juste demande d'un groupe particulier pour la reconnaissance d'un dommage qui lui a été infligé, une pétition adressée à l'État par une victime directe ou indirecte de la violence dictatoriale et de sa mémoire, implique souvent la construction d'une identification à soi, volontaire ou non — sous forme d'expérience passive, comme mémoire soufferte, mais aussi active, comme mémoire exercée dans le combat contre l'impunité et pour la justice. Cette construction auto-identifiante peut correspondre à une pensée de soi fondée sur le tort — en tant que victime, en tant que représentant de la personne disparue, en tant que famille blessée par la disparition — qui peut être une stratégie de présentation des souvenirs dans la sphère publique ; elle peut aussi correspondre à un devoir de mémoire qui se constitue comme identité et forme de connexion avec la personne disparue.²

D'autre part, cette lecture de la mémoire à partir de la notion d'identité répond aussi au fait que le lien entre les deux concepts et les usages politiques de ce lien sont encore plus évidents dans le cas des politiques de mémoire. Elles peuvent agir à la fois comme un espace : a) pour la constitution d'un cadre pour représenter le passé, qui explicite une limite entre ce qui est dicible et visible et ce qui ne l'est pas ; en faisant cela, ces politiques structurent l'espace occupé par les demandeurs et cherchent à désarticuler ou orienter le potentiel subversif des mémoires d'acteurs politiques qui s'expriment en public ; b) pour l'apparition et la légitimation de l'ordre étatique de la démocratie représentative, justifié comme l'unique modèle possible pour ne plus tomber dans la violence politique ; et c) pour la constitution d'une communauté nationale à partir de la mobilisation d'une notion de démocratie comprise comme identité et consensus. Puisqu'une des formes d'expérimentation de la mémoire est liée à la construction d'un récit de soi auquel l'on peut s'identifier, les politiques de mémoire sont l'un des lieux qui fonctionnent à niveau symbolique comme espace de construction d'une identité de la communauté³.

² Cette forme d'expérience de la mémoire, produite en Argentine par une dictature dont nous ressentons encore les effets aujourd'hui, a eu une valeur politique et constitue la base sur laquelle, au cours des dernières décennies, s'est installée dans le pays une lecture de la dictature qui rend compte des crimes d'État entre 1976 et 1983 et qui est opposée à la « théorie des deux démons » — la lecture qui a été proposée par le premier gouvernement démocratique post-dictatorial, et qu'en attribuant le terrorisme d'État à la violence de la droite et de la gauche, assimilait les hiérarchies militaires et éléments subversifs de gauche, leur attribuant une responsabilité égale dans le déclenchement des événements passés. Plus important encore, cette forme d'expérience de la mémoire a été l'aiguillon qui a persécuté les gouvernements et l'appareil judiciaire avec l'exigence d'une justice qui ferme le silence institutionnel qui, après les grâces présidentielles décrétées dans la décennie des années 1990, couvrait d'impunité les crimes massifs commis par les agents de l'État. Il est cependant possible de s'interroger, comme Beatriz Sarlo et Elizabeth Jelin, sur l'espace d'énonciation autorisé à donner un sens au passé, et sur les cadres que cette praxis établit pour la possibilité d'une lecture critique du passé qui peut différer des histoires construites au sein du groupe demandeur.

³ Cf. le troisième chapitre d'Amaya Dal Bó, Gisele Anahí. *La subversion passée sous silence. Politiques de mémoire sur la dictature en Argentine et au Chili*, Paris, L'Harmattan, 2018.

Ce rapport entre mémoire et identité a été souligné par différents auteurs qui ont postulé une lecture critique de la clôture des sens qui peut être établie à partir de la conceptualisation de la mémoire comme la création d'un récit du passé subordonné aux luttes politiques dans une perspective identitaire, notamment lorsque la mémoire devient une politique étatique et tend à postuler une lecture unique : quelle place pour la critique dans cette façon de penser la mémoire ? Qui devrait donner sens au passé ? Comment concevoir un « nous » sans exclusion à partir des notions de mémoire et d'identité ? Face à la singularisation de la mémoire, objet de la politique de l'État, qui est liée aux identités considérées comme patrimoine à préserver⁴, comment penser autrement des mémoires au pluriel, sans que ces mémoires ne soient un simple souvenir individuel sans ouverture et projection à la dissidence possible de l'autre ? Dans cette communication, je vais m'arrêter sur deux de ces questionnements : l'un d'eux propose une lecture de la mémoire comme exemple ou projet ; l'autre valorise la mémoire comme un élément subversif.

2.

Commençons par Elizabeth Jelin, qui s'interrogeait au début des années 2000 sur l'espace d'énonciation autorisé pour donner sens au passé. Face à la résurgence des mémoires de la dictature, elle se demande : qui sont les acteurs autorisés à intervenir dans la construction et la formalisation de la mémoire ? En d'autres termes, qui est le « nous » ayant la légitimité de se souvenir ? Jelin propose de penser, à cet égard, à la distinction suggérée par Tzvetan Todorov entre mémoire littérale et mémoire exemplaire en réponse à la question : « Une fois le passé rétabli, on doit s'interroger : de quelle manière s'en servira-t-on, et dans quel but ? »⁵. Pour Jelin, l'objectif d'un acteur social sur la mémoire implique, non pas de transmettre une mémoire littérale — une mémoire qui rend le passé insurmontable et qui soumet le présent au traumatisme, c'est-à-dire qui soumet le présent au passé —, mais une mémoire exemplaire qui ouvre le souvenir à l'analogie et à la généralisation et qui peut alors être vécue comme un *exemplum* dont on tire une leçon qui devient ainsi « principe d'action pour le présent » et l'avenir⁶. Todorov propose, ainsi, une façon de penser la mémoire qui n'est pas subordonnée à la notion d'identité-mêmeté à partir de ce qu'il appelle mémoire exemplaire ou justice : une mémoire qui propose des valeurs paradigmatiques pour une action présente ou prospective, et qui se caractérise par son caractère impersonnel, car « c'est la dés-individuation, si l'on peut dire, qui permet l'avènement de la loi »⁷. D'après Jelin, pour que la mémoire s'élabore en fonction d'un projet, le sujet de cette mémoire doit aussi être constitué comme un espace d'énonciation projeté vers l'autre : non pas comme une communauté fermée sur l'identité de victime du passé — même si c'est une victime qui questionne les

⁴ Pernasetti, Cecilia, « Acciones de memoria y memoria colectiva. Reflexiones sobre memoria y acción política », De la Peza, María del Carmen (coord.), *Memoria(s) y política. Experiencias, poéticas y construcciones de nación*, Buenos Aires, Prometeo, 2009, p. 48.

⁵ Todorov, Tzvetan. *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2015, p. 33.

⁶ *Ibidem*, p. 30.

⁷ *Ibidem*, p. 32. La justice est, en effet, ce qui tranche le conflit à partir de l'institution d'un cadre interprétatif qui, cependant, parce qu'il répond au droit impersonnel pour tous et devant tous, est également soumis au jugement ; c'est la décision qui établit les limites et les frontières de la sphère politique et qui, peut-être pour cette raison même, ouvre la possibilité d'une discussion politique sur la politique qui concerne la population dans son ensemble. La mémoire est donc appelée par Todorov — et par Jelin qui le cite et le choisit comme l'une des figures qui guident son analyse, aussi large soit-elle — à remplir le rôle de choix éthique avec projection dans l'avenir qui est présupposé sous la notion de Justice, le rôle de récit initial qui érige les projections et les possibilités des récits ultérieurs et qui les encadre sous une forme de valeur.

histoires ou les oublis hégémoniques —, mais comme un « nous » inclusif qui « invite l’interlocuteur à faire partie de la même communauté »⁸.

Cet enjeu éthique est celui que l’on retrouve, en principe, à la fin de la dictature en Argentine, dans la rédaction du rapport de la Commission sur la disparition de personnes (CONADEP), le *Nunca Más (Plus jamais)* : les mémoires particulières et ses demandes sont subordonnées, et trouvent leur fin ultime, dans l’instauration d’un État de droit qui révèle ce qui s’est passé et qui par le moyen de la punition dans la scène judiciaire, donne un message pour éviter la répétition de crimes similaires. Il y a cependant dans cette lecture de la productivité de la mémoire dans son rapport à la construction de la communauté, du droit et de l’avenir démocratique, et dans l’identification qui s’établit entre mémoire et justice, en particulier, une instrumentalisation qui a été mise en question par certaines analyses. Car Todorov distingue deux formes de réminiscence, deux lectures de l’événement recouvré, en fonction de leur forme et de leur projection dans l’avenir, et cette projection dans l’avenir va, en quelque sorte, à l’encontre d’un passé que la justice clôt. D’autres lectures de la mémoire l’abordent au moment de la remémoration, afin d’analyser non seulement ce qu’il faut en faire, non seulement quelle peut en être la fin, mais aussi les effets que cette remémoration peut avoir sur la compréhension du présent. C’est ce que proposent certaines analyses argentines, basées, par exemple, sur les thèses de Walter Benjamin « *Sur le concept d’histoire* ». Pour continuer cette exposition sur les formes de penser la mémoire alternatives à son inscription dans le rapport à l’identité, je propose donc de retracer les enjeux liés à la critique de la notion de causalité historique faite par Nietzsche et Benjamin, et une lecture en Argentine de ces auteurs.

3.

Dans la seconde des *Considérations intempestives*, Nietzsche établit une critique de l’historicisme, ainsi qu’une analyse des manières d’aborder l’histoire en fonction de l’avenir et du présent (en fonction de ce qu’il appelle « vie » et de l’action). Généralement considérée comme une défense de la valeur de l’oubli, la *Seconde intempestive* est, cependant, principalement une critique de la causalité historique dans sa fonction de légitimation du présent et, par conséquent, dans sa fonction de prévention du changement et de direction de la pensée⁹. Nietzsche ne renie pas l’histoire — en fait, la première partie de la *Considération* décrit et présente les services que l’histoire monumentale, l’histoire antique et l’histoire critique peuvent offrir à la vie —, mais il critique, par contre, la « fièvre historique » de son époque représentée par l’hégélianisme, et la vision téléologique et donc la légitimation du présent du récit historique. Face à cela, Nietzsche parie sur l’ouverture sur l’avenir et sur une expérience du passé tournée vers l’avenir — comme Todorov l’a fait plus tard —, fondée sur un jugement vital qui dénonce la puissance symbolique d’une science particulière du passé. Comme l’histoire préserve aussi, selon Nietzsche, « la mémoire des grandes luttes contre l’histoire », elle peut — et doit — s’opposer à la « puissance aveugle des faits, contre la

⁸ Jelin, Elizabeth. *Los trabajos de la memoria*, Madrid, Siglo XXI editores, 2002, p. 59. Toutes les traductions d’ouvrage en espagnol ont été réalisées par mes soins.

⁹ Sarlo, Beatriz. *Tiempo pasado. Cultura de la memoria y giro subjetivo. Una discusión*, Buenos Aires, Siglo XXI editores, 2005, p. 110-111.

Gisele Anahí Amaya Dal Bó, « Mémoire et critique. Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], no 25, 2022, mis en ligne le 09 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/1859>

tyrannie de la réalité »¹⁰ qui agit comme directrice du présent — ce que nous appelons maintenant avec un certain fatalisme « *realpolitik* ».

Une des formes que l'histoire peut prendre au service de la vie, pour Nietzsche, peut consister dans l'histoire critique qui, face au sentiment d'angoisse devant le présent, brise, juge et condamne un présent qui est devenu un fardeau¹¹ :

Pour pouvoir vivre, l'homme doit posséder la force de briser un passé et de l'anéantir et il faut qu'il emploie cette force de temps en temps. Il y parvient en traînant le passé devant la justice, en instruisant sévèrement contre lui et en le condamnant enfin. *Ce n'est pas la justice qui juge ici ; c'est encore moins la grâce qui prononce le jugement. C'est la vie, la vie seule, cette puissance obscure qui pousse et qui est insatiable à se désirer elle-même.* Son arrêt est toujours rigoureux, toujours injuste, parce qu'il n'a jamais son origine dans la source pure de la connaissance ; mais, dans la plupart des cas, la sentence serait la même si la justice en personne la prononçait.¹²

Nietzsche souligne cependant le danger qui découle de cette forme d'histoire, en premier lieu, en raison de la difficulté de se dégager de la chaîne des générations précédentes et du conflit qui s'établirait « entre notre nature transmise et laissée en héritage et notre connaissance »¹³ — nous pourrions dire, en l'interprétant à partir de la théorie française, qu'il s'agit d'un conflit entre la manière dont nous avons été subjectivés, assujettis, et la rupture critique sur nous-mêmes produite par la connaissance qui exige une subjectivation peut-être douloureuse. Le danger provient, deuxièmement, de la difficulté d'établir une limite pour la négation du passé. Nietzsche souligne que l'histoire critique a de la valeur tant qu'elle est fondée sur l'angoisse du présent, mais où finit l'angoisse ? Nous trouvons ici les questions de Todorov : quand, en fait, la révision s'arrête-t-elle ? Où proposer une origine à partir de laquelle construire, même si elle est vicieuse ? Et dans quelle direction construire ?

Cette réflexion de Nietzsche sur l'histoire trouve des échos dans les *Thèses sur le concept d'histoire* de Benjamin, qui s'appuie également sur une critique de la causalité et de la notion de progrès. Si dans les *Considérations intempestives* cette critique a une valeur thérapeutique, parce que l'historicisme représente une forme de la « maladie de la culture » qui tente d'empêcher la possibilité d'agir et de sentir de l'individu — ce qui se traduit par un sentiment de fatalité —, chez Benjamin la critique est liée à une manière particulière de penser le temps, l'histoire et l'action politique, où l'acte du souvenir a un rôle central. La mémoire est, chez Benjamin, le moment de rupture du temps linéaire, le moment qui établit une correspondance messianique avec les luttes passées et qui ouvre la possibilité d'une situation révolutionnaire. Il en est ainsi parce que l'irruption du passé dans le présent a un pouvoir capable de faire voler en éclats le *continuum* de l'histoire ; en effet, si le présent a la capacité d'éclairer le passé des luttes oubliées visant une société sans classes et sans oppression, le passé peut devenir, pour Benjamin, une force dans le présent pour la lutte révolutionnaire actuelle (thèse 14). C'est à partir de cette conception du temps que l'auteur critique dans ses thèses, d'un point de vue matérialiste, l'historicisme et la conception positiviste de l'histoire qui trouve son apogée chez Leopold von Ranke. Cette école historique conçoit le temps comme un temps linéaire et vide, que l'histoire politique du pouvoir vient remplir d'une succession de faits racontés en complaisance avec le point de vue des vainqueurs (thèses 6 et 7), alors qu'ils sont en vérité, selon le célèbre texte sur l'Ange de

¹⁰ Nietzsche, Friedrich. *Œuvres complètes de Frédéric Nietzsche. Considérations inactuelles. T. 1*, Paris, Société du Mercure de France, 1907, p. 220.

¹¹ *Ibidem*, p. 148.

¹² *Ibidem*, p. 157, mes italiques.

¹³ *Ibidem*, p. 156.

l'histoire et le progrès (thèse 9), les ruines empilées des catastrophes sur les vaincus. Face à cette histoire du conformiste paresseux qui accepte et légitime le pouvoir, et face aux devins de l'avenir — les futurologues et les consultants actuels qui analysent les tendances, les prédictions et les prévisions préventives —, qui font du temps une succession fatale et prévisible pour préserver le présent, et qui nous condamnent à la passivité, à l'attente de l'inévitable ou encore à la résistance du moindre mal, Benjamin soutient « une conception ouverte de l'histoire comme praxis humaine, riche de possibilités inattendues, pouvant produire du nouveau »¹⁴. Or la remémoration, l'acte de faire une large mémoire des luttes et des victimes du passé exercé par la classe opprimée et combattante — qui est pour Benjamin le sujet du savoir historique (thèse 12) —, est pour le philosophe cette instance rédemptrice qui peut « rendre non close » la souffrance apparemment définitive des victimes du passé »¹⁵ et leur rendre justice à l'aide de la conscience historique en établissant, au moment opportun, ce que Löwy appelle « la citation révolutionnaire »¹⁶ : une constellation monadique qui relie le présent et le passé arrachés à la continuité historique et qui ouvre une chance révolutionnaire (thèse 1)¹⁷. En somme, pour Löwy il y a chez Benjamin une « unité profonde, intime, messianique, entre l'action révolutionnaire dans le présent, et l'intervention de la mémoire dans un moment déterminé du passé »¹⁸. Et cela parce que chez Benjamin, l'acte de mémoire n'est pas une remémoration individuelle de l'histoire personnelle ou d'un groupe d'appartenance ni une simple « contemplation, dans la conscience, des injustices passées »¹⁹. Tout au contraire, cet acte exige dans son exécution une action politique révolutionnaire qui arrête la répétition du temps homogène et qui provoque des changements structurels²⁰, « l'accomplissement des objectifs pour lesquels elles [les générations vaincues] ont lutté et qu'elles ont échoué à atteindre »²¹. La révision du passé, chez Benjamin, serait alors une possibilité constante dans la recherche d'un changement révolutionnaire, parce que c'est seulement lorsque celui-ci aura lieu et dans l'avènement d'une société sans oppression ni classes que la rédemption de toutes les victimes de cette lutte pourrait être trouvée.

4.

Cette dimension subversive de l'ordre établi et de l'histoire déterministe qu'a, selon Benjamin, l'histoire matérialiste et qui se manifeste dans la remémoration, c'est ce qui a imprégné certaines analyses en Argentine et qui a donné lieu à une lecture de la mémoire comme élément de rupture et de changement. Ce qui nous intéresse c'est de souligner surtout une lecture de Benjamin, qui propose de qualifier la mémoire de « subversive ». Pour le

¹⁴ Löwy, Michael. *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des Thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Éditions de l'éclat, 2014, p. 126. Löwy cite les thèses A et B.

¹⁵ *Ibidem*, p. 44-45. Toutes les citations de Benjamin sont issues de la traduction de Löwy.

¹⁶ *Ibidem*, p. 111.

¹⁷ *Ibidem*, p. 126.

¹⁸ *Idem*.

¹⁹ *Ibidem*, p. 46.

²⁰ En termes de Löwy, « La révolution, au contraire, c'est l'interruption de l'éternel retour et l'avènement du changement le plus profond. Elle est un bond dialectique, hors du continuum, à la fois vers le passé et vers l'avenir. Le "saut de tigre dans le passé" consiste à sauver l'héritage des opprimés et s'en inspirer pour interrompre la catastrophe présente. » (*Ibidem*, p. 111.)

²¹ *Idem*. C'est pour cela que le passé fait valoir une prétention sur la faible force messianique du présent (thèse 2). C'est à cela peut-être que fait référence la phrase célèbre de la thèse 6 : « Articuler historiquement le passé ne signifie pas le connaître "tel qu'il a été effectivement", mais bien plutôt devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant d'un danger » (*ibidem*, p. 61).

Gisele Anahí Amaya Dal Bó, « Mémoire et critique. Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], no 25, 2022, mis en ligne le 09 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/1859>

sémiologue argentin Héctor Schmucler, face à l'acte de mémoire, le passé apparaît comme un espace non résolu, ouvert à nos questions »²². Ainsi,

La mémoire subvertit le présent en lui refusant la condition de ce qui apparaît comme quelque chose d'irréremédiablement nécessaire. Elle parle de ce qui est arrivé, mais elle essaie aussi de réfléchir sur les circonstances qui ont rendu le passé possible ; elle ouvre la possibilité troublante que le chemin parcouru n'était pas le seul possible. La malléabilité de la mémoire nie toute essence fataliste des événements. Sa mission ne réside certainement pas dans l'examen évaluatif des faits. Ce n'est pas son rôle de les mettre en doute, mais elle présuppose qu'ils auraient pu être autrement et, dans un sens qui s'approche de l'avenir, la mémoire affirme que nous n'étions pas « destinés » à être ce que nous sommes ni à répéter ce que nous étions.²³

Ce texte Schmucler a été publié en 2009 à un moment où les gouvernements des anciens présidents Kirchner et Fernandez promouvaient des politiques de mémoire, et où, d'ailleurs, les familles des militaires se servaient de la mémoire pour légitimer une revendication des militaires morts avant ou pendant la dictature à cause du militantisme des groupes révolutionnaires. Ainsi, selon Schmucler, « loin de son pouvoir subversif, de ce regard anachronique qui rend compte du présent, la mémoire a confondu son chemin avec les conflits politiques »²⁴. Nous avons déjà signalé pourquoi cette action de négation ou de capture de la mémoire est importante pour l'État²⁵. L'enjeu pour l'État passe en partie par l'établissement d'une continuité historique qui légitime l'ordre actuel, et par l'attribution des lieux et des rôles. C'est une façon de donner du sens, mais aussi de les fixer. Et cette causalité implique non seulement l'histoire, mais aussi une myriade de concepts et de notions qui prennent un sens stable : supposer, par exemple, que l'adoption de la violence appelle la violence comme un fait incontestable — comme si la violence devait être appelée pour advenir ou être là, dans un système inégalitaire — ; faire de la subversion un concept négatif — comme c'est le cas en Argentine, où cet acte de questionnement, d'interruption, de perturbation ou de modification de l'ordre établi est actuellement un terme associé à la rhétorique du bourreau et apparemment retiré de toute réflexion dans l'espace public — ; penser la politique comme une action préventive basée sur la peur — et généralement réduite au vote —, ou réduire le temps à la planification sans utopies de la *realpolitik*. Mais cette action sur les mémoires ne réduit pas leur potentiel de rupture et de changement.

Cette autre ligne de lecture développée en troisième lieu aborde donc la mémoire à partir de sa valeur subversive : la capacité qu'elle a de questionner des lectures cristallisées de l'histoire, de la politique et de la vie quotidienne, et d'émouvoir la critique. Les lectures sur la valeur subversive de la mémoire partent de la considération d'un moment qui ne peut être réduit à celui de l'identification, d'un point de remémoration du passé non pas spécifiquement centré sur le moment de cristallisation d'une identité, mais sur l'expérience de la rupture du schéma interprétatif habituel par l'intrusion dans celui-ci d'un élément intempestif qui met en échec les sens habituels et qui les subvertit. Ce moment alternatif à l'identification précède

²² Schmucler, Héctor, « Memoria, subversión y política », De la Peza, María del Carmen (coord.), *op. cit.*, p. 30.

²³ *Idem.*

²⁴ *Ibidem*, p. 32.

²⁵ Indiquer ce rôle joué par l'État en matière de mémoire ne signifie pas indiquer que le processus est statique. Les politiques de mémoire ont fait l'objet d'une lutte pour l'orientation de ces politiques, un processus souhaité auquel ont participé de multiples acteurs sociaux. Il convient également de noter que l'implication de l'État dans la définition des crimes passés (dans le cadre d'une politique gouvernementale) peut être préférable pour la population à une neutralité qui reste à l'écart. Par exemple, prendre parti même dans le cadre de la « théorie des deux démons » (pendant le gouvernement de Raúl Alfonsín) ou en dehors de ce cadre de compréhension (à partir du gouvernement de Néstor Kirchner) a signifié en Argentine faire des progrès dans la poursuite des militaires responsables de la disparition de personnes et autres pratiques de justice.

Gisele Anahí Amaya Dal Bó, « Mémoire et critique. Considérations sur les mémoires après la dernière dictature argentine », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], no 25, 2022, mis en ligne le 09 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/1859>

également le jugement projeté vers l'avenir, bien qu'il corresponde aussi à son ouverture, par la rupture même qu'il génère. En ce sens, si Todorov considère le passé comme une chose avec laquelle, après l'avoir reconnu, on fait quelque chose, dans une pensée de la mémoire à partir de sa capacité subversive, le futur ou l'action avec projection future est contenue dans le moment de rupture de la causalité historique par la remémoration et la critique : le retournement compréhensif vers le passé, en ce sens, peut changer l'individu ou le groupe ouvert à l'expérience, et dans ce changement il brise le temps des déterminations et de la mauvaise foi sartrienne — qui se justifie, aussi, par les déterminations. De ce point de vue, une mémoire critique est liée à la justice, ou à un projet de justice, mais une justice qui est plus large que celle que dispense un processus judiciaire pénal — qui doit, cependant, exister. C'est pourquoi chez Benjamin le souvenir a le corrélat de l'action révolutionnaire, une demande d'action. Comment et sous quelle forme soutenir cette action de mémoire critique et subversive est une question qui échappe à cette présentation, mais peut-être qu'un chemin intellectuel est l'intransigeance face aux fermetures de sens, la recherche de ce qui est passé sous silence dans la sphère publique, la persistance dans l'attitude critique.

Bibliographie

AMAYA DAL BO, Gisele Anahí, *La subversion passée sous silence. Politiques de mémoire sur la dictature en Argentine et au Chili*, Paris, L'Harmattan, 2018.

CONADEP, *Nunca más*, Buenos Aires, EUDEBA, 1984.

HALBWACHS, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 [1925].

JELIN, Elizabeth, *Los trabajos de la memoria*, Madrid, Siglo XXI editores, 2002.

LÖWY, Michael, *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des Thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Éditions de l'éclat, 2014.

NIETZSCHE, Friedrich, *Œuvres complètes de Frédéric Nietzsche. Considérations inactuelles*, T. 1, traduit par Henri Albert, Paris, Société du Mercure de France, 1907 [1844-1900].

PERNASETTI, Cecilia, « Acciones de memoria y memoria colectiva. Reflexiones sobre memoria y acción política », DE LA PEZA María del Carmen (coord.), *Memoria(s) y política. Experiencias, poéticas y construcciones de nación*, Buenos Aires, Prometeo, 2009, p. 41-63.

POLLAK, Michael, « Mémoire, oubli, silence », *Une identité blessée*, Paris, Éditions Métailié, 1993, p. 15-39.

SARLO, Beatriz, *Tiempo pasado. Cultura de la memoria y giro subjetivo. Una discusión*. Buenos Aires, Siglo XXI editores, 2005.

SCHMUCLER, Héctor, « Memoria, subversión y política », DE LA PEZA María del Carmen (coord.), *Memoria(s) y política. Experiencias, poéticas y construcciones de nación*, Buenos Aires, Prometeo, 2009, p. 29-39.

TODOROV, Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2015 [1992].